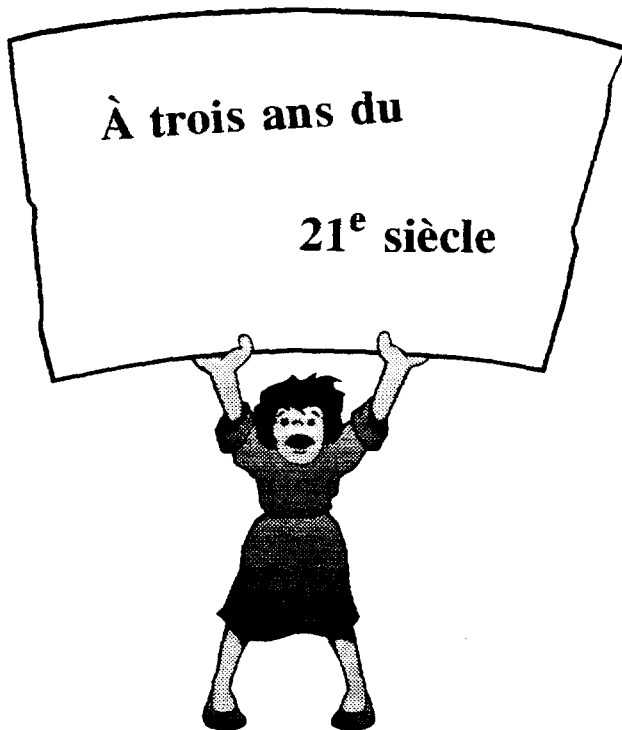




LE FÉMINISME EN BREF

Vol. 7 no 1, septembre 1996



Lorsqu'on observe l'actualité politique et économique au Québec, au Canada et dans le monde, on a un peu de difficulté à demeurer optimistes! L'exclusion et la précarité des conditions de vie deviennent la norme dans de nombreux pays. Des guerres civiles continuent avec leurs cortèges de mort-e-s, de viols et de pillages. La montée de la droite inquiète. Au Québec, la situation de l'emploi est catastrophique et les querelles linguistiques recommencent avec leur lot d'intolérance.

Nous aurons un Sommet à la fin d'octobre, c'est un fait. Le gouvernement Bouchard tente de créer des consensus autour de ses politiques, sur fond de propos extrêmement alarmistes quant à l'état des finances publiques. Les femmes ont-elles quelque chose à gagner dans cet exercice?

La FFQ ira au Sommet, c'est ce que la grande majorité de ses membres lui demandent. Pas n'importe comment, cependant (voir l'article D'un sommet à l'autre...). Elle ira parce qu'il faut parler haut et fort de la situation des femmes, aux prises encore aujourd'hui avec des manifestations de sexisme institutionnalisé. Elle ira parce que cet événement constitue une tribune pour parler à la population, pour expliquer qu'il existe des alternatives au néo-libéralisme et que la résignation n'a jamais été un ferment de changement social.

Nous ne croyons pas que nous sortirons de ce Sommet avec beaucoup de consensus. Les intérêts de la majorité des femmes et des multimillionnaires coïncident rarement... Ce que nous devons comprendre, c'est que nous en avons pour bien des années à résister aux politiques dictées uniquement par les décideurs économiques. Il viendra bien un jour où les populations du globe en auront assez et réussiront à mondialiser leurs solidarités pour construire une autre forme de société.

(suite page 2...)

Sommaire:

(...)

Le mot de la présidente	p.1
Assemblée générale et trentième anniversaire de la FFQ	p.2
Réflexion plurielle	p.4
L'économie sociale : utopique ou réalisable	p.9
Un été à la Fédération	p.10
Nouvelles en vrac	p.11
Photos souvenir	p.12

Collaboration:

Michèle Asselin
Françoise David
Irène Demczuk
Flore-Anne Fortier
Lorraine Guay
Michelle Hudon-David
Carole Lejeune
Suzanne Biron

Photographe:

Sophie Bellisent

Secrétariat et montage:

Suzanne Biron
Maureen Watt

Entre temps, tâchons de renforcer notre unité, développons nos capacités d'analyse et réjouissons-nous de toutes les manifestations, même les plus humbles, de solidarité. Des exemples: les femmes israéliennes et palestiniennes qui travaillent ensemble à la paix; au Québec, les aînées et les personnes assistées sociales qui contestent ensemble le paiement des médicaments par des populations démunies économiquement; en France, les milliers de personnes qui appuient la lutte des immigrant-e-s sans papier...

Ce n'est qu'un début, disions-nous dans les années soixante. Il semble que nous ne soyons pas à la veille d'aboutir à ce monde de justice et d'équité que nous recherchons. Et pourtant, il nous faut continuer, pas après pas, pour y arriver.

Françoise David
Présidente

TRENTIÈME ANNIVERSAIRE ET ...

Trois mois déjà depuis la Vigile des 1 et 2 juin! Trois mois également depuis la fin de semaine consacrée au Congrès annuel de la FFQ les 25 et 26 mai. Ces deux week end consécutifs bien remplis étaient à l'image d'une année de travail tout aussi remplie. Dans ce numéro du Féminisme en Bref, nous ferons pour le bénéfice de toutes nos membres, un survol de certains événements qui ont marqué l'assemblée générale de la FFQ.

C'était un beau party !

Comme vous le savez sans doute, la FFQ a fêté son trentième anniversaire en mai dernier ! Une belle soirée de retrouvailles animée par Ariane Émond qui nous a fait la démonstration de son

Fédération des femmes du Québec
5225, rue Berri, bureau 100
Montréal, Québec
H2J 2S4
Téléphone: (514) 948-3262
Télécopieur: (514) 948-3264

inimitable talent de conteuse et de maîtresse d'orchestre. Demandez à celles qui y étaient, vous entendrez sans doute les mêmes commentaires élogieux ! Avec humour, Ariane Émonda su nous faire naviguer entre la remise du Prix Idola Saint-Jean et les moments consacrés à l'histoire de la FFQ. Elle nous a fait "revivre quelques-unes des tribulations de la Fédération" comme elle le dit elle-même tout en soulignant "que des grands pans de cette histoire seront délibérément absents pour des raisons évidentes". Car raconter 30 ans de vie, rendre hommage à quelques-unes de celles qui en ont jalonné le parcours, c'était un tour de force, surtout en trente minutes, tour de force relevé avec brio. De plus, le tirage des prix animé par Myra Cree, une des marraines de la FFQ, a fait plusieurs heureuses et 2 ou 3 heureux. La vente des billets faisait partie de la campagne de levée de fonds qui a amassé près de 40 000\$ net. Bonne nouvelle puisque nous avons largement dépassé notre objectif initial de 30 000\$! **Un énorme merci à nos généreuses donatrices et généreux donateurs !**

L'organisme récipiendaire du *Prix Idola Saint-Jean 1996*, remis par la FFQ à une femme ou un groupe de femmes dont le travail représente une contribution exceptionnelle à l'amélioration de la situation des femmes et à l'avancement du féminisme, est le *Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale*. Depuis 1979, cette association est devenue une actrice incontournable dans son domaine. Elle a développé à l'intention de ses membres mais aussi de la population en général, des décideurs et des partenaires impliqués auprès des femmes, des outils de formation et d'information sur la problématique de la violence conjugale. Grâce à son travail et à celui de ses membres, mené en collaboration avec d'autres groupes de femmes, la violence faite aux femmes est sortie du domaine du privé pour devenir un problème social. Madame Chantal Boudreau, présidente du

Regroupement, a reçu le "trophée" *Idola Saint-Jean* au nom de toutes celles qui sont engagées quotidiennement sur le terrain de la violence conjugale. Elle a exprimé son plaisir et son émotion pour cette reconnaissance publique venue de ses "pairs" (devrait-on dire de ses "soeurs" ? Curieux comme la langue française nous coince parfois dans le masculin!). Toutes nos félicitations au *Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale !*

L'assemblée générale et les dossiers 96-97

Les discussions à l'assemblée générale annuelle sur les propositions de travail ont fourni les éléments d'orientation de la FFQ pour la prochaine année. Le nouveau conseil d'administration élu à la fin de la journée se retrouve donc avec le mandat de voir à l'application de ces recommandations durant l'année en cours, en lien avec les ressources financières et humaines dont dispose actuellement la Fédération. Une première rencontre du C. A. tenue à la fin du mois d'août aura permis de faire le tour des dossiers et des comités, de prendre la décision d'engager une quatrième travailleuse pour un contrat de 6 mois et de revoir par le fait même les tâches et responsabilités des travailleuses pour une réorganisation interne du travail.

Voici donc présenté schématiquement l'ensemble des dossiers sur lesquels la Fédération interviendra durant l'année. Certains demanderont moins d'investissement, d'autres se feront en étroite collaboration avec d'autres groupes de femmes et des groupes du milieu communautaire et syndical, quelques-uns ont un échéancier étalé sur plus d'une année, mais tous font partie intégrante du plan d'action.

Les dossiers sont: membership - campagne de financement (levée de fonds récurrente à chaque année), dossier appauvrissement des femmes (touche les programmes sociaux tant au fédéral

qu'au provincial), le Sommet socio-économique d'octobre - les pensions alimentaires - la réforme de l'aide juridique, à quoi s'ajoutent les comités de travail : la Marche internationale de l'an 2000 - reconnaissance des lesbiennes - jeunesse - plateforme politique de la FFQ - Féminisme en bref-Tolérance-Intolérance et droits des femmes.

Présenté ainsi, le plan d'action de la FFQ semble peu imposant. Pourtant chacun des dossiers et des comités nécessitera une contribution généreuse de la part de beaucoup de femmes et de groupes, des travailleuses permanentes et contractuelles, des membres du conseil d'administration et des comités de travail, en plus de toutes celles qui nous soutiennent de multiples façons (en temps, en argent, en actions de solidarité, etc.). Un aperçu plus détaillé des comités et dossiers FFQ, en lien avec les recommandations de l'assemblée générale est actuellement disponible à la FFQ. Compte tenu de l'arrivée de la nouvelle travailleuse prévue au début octobre, dont le mandat principal sera la coordination des comités de travail de la FFQ, la plupart d'entre eux se mettront en marche après cette date. D'ici là, vous pouvez toujours nous faire connaître votre intérêt pour l'un ou l'autre des comités en nous téléphonant tout simplement.

Suzanne Biron

RÉFLEXION PLURIELLE

L'assemblée générale était précédée d'une journée de réflexion et de discussion dans le cadre d'ateliers touchant des sujets tels la Marche de l'an 2000, la réalité des lesbiennes, l'économie sociale et le(s) sommet(s) socio-économique(s). Voici une présentation succincte de ces quatre ateliers. Nous remercions les animatrices d'avoir si gentiment prêté leur collaboration en nous faisant parvenir leur texte.

PLUS JAMAIS SANS NOUS, RENDRE LÉGITIME LA VISIBILITÉ DES LESBIENNES

L'atelier a été préparé dans le cadre de la réflexion menée par le comité de la FFQ pour la reconnaissance des lesbiennes. L'objectif principal était de sensibiliser les femmes, lesbiennes ou hétérosexuelles, à la réalité, très méconnue, des lesbiennes. Pour ce faire, nous avons fait état des connaissances concernant les lesbiennes d'ici dans le champ des droits, de la conjugalité et de la parentalité, de l'emploi et de la violence à leur égard.

Une trentaine de femmes, en majorité des lesbiennes, ont assisté à l'atelier.

Les échanges ont été fructueux et plusieurs femmes découvraient pour la première fois l'ampleur de la discrimination dont sont victimes les lesbiennes. Le tableau dégagé semblait très sombre à plusieurs, mais l'atelier se terminait en dégageant des perspectives sur ce que nous pouvions faire pour que cesse cette discrimination, tant dans nos vies privées que dans nos vies militantes et au travail.

Les participantes ont dit qu'elles étaient très satisfaites de l'atelier. Des femmes hétérosexuelles ont souligné qu'elles se sentaient plus outillées pour agir dans leur travail et leur entourage. Les lesbiennes étaient fières d'avoir pu échanger et une participante nous a présenté le Réseau des lesbiennes du Québec, qui vient de voir le jour suite aux États généraux des lesbiennes et des gais. Elle a invité les lesbiennes à se joindre au Réseau.

Quant à nous, les animatrices, nous sommes très heureuses de l'atmosphère de solidarité de cet atelier qui terminait bien la première année du comité pour la reconnaissance des lesbiennes.

Irène Demczuk et Carole Lejeune

L'ÉCONOMIE SOCIALE ; ENTRE L'ESPOIR ET LE DOUTE ¹

La première partie de l'atelier a permis aux participantes d'exprimer ce qu'elles comprenaient et pensaient de l'économie sociale. Grosso modo, on peut déceler trois tendances :

- Pour plusieurs, l'économie sociale demeure quelque chose de "flou", de vague, d'imprécis face à laquelle il devient alors très difficile de se situer. On voulait d'abord comprendre ... d'où leur présence dans l'atelier.

- Pour d'autres, nombreuses, les jeux sont faits : l'économie sociale est un vaste fourre-tout qui cache le désengagement de l'État, les coupures, les économies sur le dos des plus démunis-e-s; qui institutionnalise les ghettos d'emplois féminins et menace la qualité des services en plus de créer la division entre travailleurs-euses syndiqués-e-s et personnes assistées sociales; l'économie sociale est un "revampage" des mesures d'employabilité ou la version "soft" du workfare (i.e. l'obligation de travailler à n'importe quelles conditions pour avoir droit à son chèque de BS). Nous nous serions fait flouer car la revendication de la Marche demandait de l'argent pour les infrastructures sociales, i.e. garderies, groupes communautaires, etc. et le gouvernement a répondu par de l'argent dans des mesures d'employabilité ! Bref, nous devrions vite changer de cap et cesser de parler d'économie sociale, concept mis de l'avant par des chercheurs en mal de subventions et qui n'apporte strictement rien pour la conduite de nos actions.

- D'autres, par ailleurs, voient dans l'économie sociale une tentative pour valoriser le social et le travail invisible des femmes, pour réorganiser l'économie en fonction des besoins des personnes, comme une des voies de sortie de la pauvreté par la création de vrais emplois. C'est une façon plus participative, plus démocratique de promouvoir le bien-être collectif qui conteste l'économie

marchande, une autre façon de parler de la richesse. Il faut cependant demeurer très conscient des risques de récupération et de dérapage que le gouvernement tente d'imprimer à l'économie sociale.

Plusieurs participantes travaillaient déjà au sein des comités régionaux d'économie sociale (CRES) et se montraient très préoccupées des marges de manoeuvre limitées par les normes, les contraintes et les montants d'argent très minimes dont ces comités disposent.

Somme toute l'économie sociale ... c'est un casse-tête! Avons-nous marché deux cents kilomètres pour tant de problèmes, semblaient se demander nombre de participantes à l'atelier.

Forger notre conception de l'économie sociale

Dans la deuxième partie de l'atelier, Lorraine Guay, membre du comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale a dressé le portrait de l'évolution des travaux du comité et indiqué les principaux axes que le rapport entend proposer au gouvernement.² En style télégraphique, voici le résumé de l'exposé:

- la revendication sur les infrastructures sociales est **une** des revendications de la Marche pour contrer la pauvreté. Ce n'est donc pas le seul moyen de lutter contre la pauvreté et il n'a jamais été question de mettre "tous nos oeufs" dans ce panier. Bref, il faut agir tout autant sur l'État et le marché-secteur privé via les autres revendications.

- la réponse du gouvernement à notre revendication sur les infrastructures sociales (225 millions \$ sur cinq ans et un comité d'économie sociale) est une réponse partielle : nous en sommes toutes conscientes. Et la composition même du comité comprenant les représentants-e-s des divers ministères intéressés, comporte ses limites. Il ne s'agit donc pas d'un rapport qui nous satisfait entièrement. Sans compter la contrainte du

temps qui nous obligeait à fonctionner à un rythme olympique ... !

- le comité a été le lieu de vifs débats et de confrontation en particulier sur l'association automatique que fait le gouvernement entre économie sociale et mesures d'employabilité. Et notre rapport est limpide sur cette question : *l'économie sociale n'a rien à voir avec les mesures d'employabilité*. Il était donc inévitable que nous soyons en désaccord avec la façon dont une bonne partie des argents affectés à l'économie sociale pour la première année a été acheminé aux régions, i.e. "tagué" dans les normes et contraintes du Ministère de la sécurité du revenu ou des Défis Autonomie du MSSS.

- les principales caractéristiques de l'économie sociale mises de l'avant par le comité sont les suivantes :

- **l'économie sociale vise à répondre à des besoins sociaux identifiés par une communauté;**
- **via la création de véritables emplois, durables, accessibles à toute personne quel que soit son statut, des emplois qui visent la mixité mais en reconnaissant que les femmes doivent y être favorisées, des emplois de qualité, qui ne remplacent pas ceux qui existent déjà (pas question de substitution d'emplois du secteur public vers ceux d'économie sociale);**
- **un accent majeur est mis sur la finalité sociale des "entreprises" et sur leur fonctionnement démocratique;**
- **enfin l'économie sociale repose sur une diversité d'investissements à la fois financiers et humains.**

En conclusion

La conclusion du rapport indique l'ampleur du défi que nous avons à relever.

"(...) Nous ne sommes pas sans savoir que l'économie sociale éveille du scepticisme, suscite des inquiétudes et provoque des controverses, voire des oppositions au sein même de la société québécoise et plus particulièrement parmi les groupes qui poursuivent des objectifs communs quant à la lutte à l'appauvrissement et à l'exclusion. Le titre du rapport "Entre l'espoir et le doute" marque bien les deux grandes orientations possibles de l'économie sociale; ou elle devient un instrument de plus au service des courants néolibéraux et alors elle contribuera à accroître encore davantage, si cela était possible, l'exclusion, la marginalisation et la fragilisation de notre cohésion sociale; ou alors elle devient un important levier parmi d'autres, pour mettre en oeuvre un autre développement, une autre conception de la richesse où l'essentiel ne consiste plus à produire pour produire sans s'interroger sur le sens, la direction et l'impact de cette production boulimique sur l'humanité.

S'il nous faut de quoi vivre, il nous faut des raisons de vivre ... ou pour reprendre un langage maintenant connu au Québec, il nous faut du "pain et des roses."

Lorraine Guay

1. Titre du rapport du comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale mis en place par le gouvernement du Québec suite à la revendication de la Marche des femmes concernant la mise en place d'un vaste programme d'infrastructures sociales.

2. Il est possible de se procurer ce rapport intitulé *L'économie sociale: entre l'espoir et le doute* au Secrétariat à la condition féminine, 875, Grande-Allée est, Édifice H local 2700, Québec, (Qué) G1R 5N5 Téléphone: 418-643-9052

MARCHE DES FEMMES DE L'AN 2000



Plus d'une vingtaine de femmes de toutes les régions du Québec ont participé à chacun des deux ateliers donnés sur ce thème.

Au congrès de la FFQ, les participantes provenaient de différents milieux : groupes de femmes, groupes communautaires, syndicats et militantes. Les participantes à l'atelier du congrès de l'R des centres de femmes étaient travailleuses ou bénévoles dans un centre de femmes.

Une démarche "créative" a été proposée aux participantes. À partir de photos chacune devait exprimer sa vision de *La Marche des femmes de l'an 2000*. Ensuite en sous-groupes, toujours à l'aide de photos, les participantes devaient déterminer les objectifs de ce projet (pourquoi), les moyens (quoi), qui y participerait (qui) et finalement comment on pourrait réaliser un projet d'une telle envergure (comment). Chacun des ateliers a ainsi réalisé un magnifique "collage" présentant sa vision du projet.

Toutes les participantes semblaient trouver ce projet "passionnant", plusieurs sont prêtes à y investir des énergies ... Voici une synthèse des collages réalisés lors des deux ateliers.

Pourquoi ?

La grande revendication : **Pour l'égalité des femmes** (certaines ont parlé d'équité : attention ce terme doit être utilisé avec beaucoup de prudence, le principe d'équité pour les femmes est une revendication portée par les intégristes!) Chaque région du monde, chaque pays pourrait porter et définir ses propres revendications. Au niveau de la *planète*, nous pourrions porter la *déclaration de Beijing*.

D'autres revendications identifiées : pour la paix, pour l'amélioration des conditions de vie des

femmes, pour le partage des richesses de la terre, pour **revendiquer** l'annulation de la dette, la nécessité de programmes sociaux, le contrôle de nos corps, contre l'exploitation sexuelle...

Certaines ont identifié d'autres types d'objectifs: pour la solidarité, pour connaître la réalité des femmes du monde entier, pour un pouvoir partagé avec les femmes.

Quoi ?

Toutes sortes de moyens ont été identifiés

L'idée d'une marche soulève beaucoup d'enthousiasme. On suggère qu'à la grandeur de la planète, les femmes marchent dans une même direction; qu'elles partent toutes à la même heure; qu'on porte un objet symbolique, un relais (par exemple les revendications de chaque pays, l'ensemble de ces revendications serait présenté par une délégation de marcheuses à une assemblée spéciale de l'ONU). On pense à une *longue marche et à une journée culminante d'actions*, qui pourrait avoir lieu le 8 mars 2000.

On marche vers ? : vers l'ONU, mais aussi, (pourquoi pas ?) vers le Club de Rome, le Club de Londres, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc.,

Une action commune : une grève ou tout autre action réalisable par tous les pays. L'important c'est de faire cette action en même temps.

Qui ?

Évidemment toutes les femmes !

Faire de la place à toutes les femmes doublement discriminées; faire beaucoup de place aux jeunes (on marche pour l'avenir du monde!); marcher pour celles qui ne pourront pas (celles qui vivent dans des pays où il n'y a pas de liberté...)

Il faudra avoir un souci constant d'**éducation populaire**, en fait cela doit faire partie intégrante du projet, dès le départ!

Certaines ont souligné l'importance capitale que **toutes** les femmes soient mises à contribution dans l'élaboration des revendications.

Comment ?

Bien sûr, on pense à des organisation locales, régionales, nationales, régions du monde, internationales...

On doit partir des réseaux existants, se servir des contacts et de l'expertise des groupes de solidarité internationale, d'ici et d'ailleurs. Il faudrait penser aux réseaux de femmes autochtones à travers le monde ...

Se servir du réseau Internet (il faudrait créer un site)

Créer une ONU femmes...

Pour financer le projet demander à chaque femme un dollar.

Michèle Asselin

D'UN SOMMET A L'AUTRE...

La conférence socio-économique de mars dernier nous a laissé des souvenirs difficiles à oublier. Qui n'a pas en mémoire le silence qui a suivi la demande que nous avons faite de retirer les coupures prévues à l'aide sociale?

L'adversité est une école... Des bilans de cette conférence ont été faits avec des représentants-es d'organismes syndicaux, communautaires et étudiants. Nous avons convenu que la concertation avait bien meilleur goût et qu'il nous fallait donc nous préparer activement et ensemble au prochain Sommet.

Celui-ci aura lieu à la fin d'octobre. On devrait y discuter d'emploi, d'économie sociale, de fiscalité et de sécurité du revenu. Des chantiers préparent les contenus de cet événement aux retombées importantes. De notre côté, nous participons à des tables de travail mises sur pied par Solidarité populaire Québec sur les mêmes sujets. Des membres des syndicats, des groupes populaires,

des mouvements étudiants et des groupes de femmes sont présents. Nous tentons de dégager des consensus entre nous. Notre objectif est d'en arriver à une plate-forme commune que nous défendrons au Sommet.

Le 28 septembre aura lieu un Forum de la solidarité sociale. Il réunira 300 délégué-es en provenance de multiples mouvements sociaux et cherchera à adopter cette plate-forme qui sera tellement importante pour bâtir notre force collective en vue du Sommet. À l'approche de ce grand événement, nous organiserons finalement un grand rassemblement où nous attendons des milliers de gens pour venir signifier leur appui à la plate-forme des mouvements sociaux.

Cela dit, même dans les meilleures conditions possibles, y a-t-il beaucoup à attendre du Sommet? Est-ce un moment si essentiel que nous devions y consacrer beaucoup d'énergies?

C'est sûr que les actions gouvernementales des derniers mois sont loin de nous inspirer confiance. Coupures, coupures, coupures... Et on nous en annonce encore! De quoi hurler! La réduction du déficit vire à l'obsession et le gouvernement québécois, loin de chercher des façons d'obtenir de nouveaux revenus pour l'Etat, ne croit qu'en la réduction des dépenses.

Nous irons cependant au Sommet, avec notre colère et nos propositions. Nous y défendrons un projet social fondé sur la justice, l'équité, la redistribution de la richesse et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Pourrons-nous y faire des gains? Peut-être, entre autres, en matière d'emplois... Nous devons aussi arracher l'engagement gouvernemental de cesser les coupures à l'aide sociale et d'effectuer une réforme de la sécurité du revenu qui apporte de la dignité aux personnes. Votre appui sera essentiel à la réussite de notre travail. Nous vous reparlerons bientôt de la mobilisation qui précèdera le Sommet. Les femmes devront y avoir une

présence significative pour indiquer leur volonté que les décisions gouvernementales prennent leurs intérêts en compte.

Françoise David

L'ÉCONOMIE SOCIALE : UTOPIQUE OU RÉALISABLE !

À l'automne et à l'hiver derniers, plusieurs femmes ont eu l'occasion d'aborder le thème de l'économie sociale lors de formations offertes dans les régions du Québec. Une jeune lectrice du Féminisme en Bref nous a fait parvenir le texte suivant, qui reprend pour l'essentiel, les éléments qu'elle a retenus de cette formation.

Dernièrement, j'ai eu la chance d'assister à une formation sur l'économie sociale donnée par Lorraine Guay, déléguée de la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté au Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale (ouf!).

Il y a trois types d'économie: l'économie de marché, qui regroupe les entreprises privées qui cherchent à faire des profits; l'économie administrée, où l'État prend les choses en mains; et l'économie sociale, qui fut l'objet de la conférence.

En ce moment, la société est au service de l'économie. Elle subit les décisions des grandes entreprises qui coupent les postes pour faire plus de profit (pas pour survivre, je dis bien pour augmenter leur profit). Eh bien, l'économie sociale est le terme plutôt contemporain qui représente une volonté d'orienter notre économie pour qu'elle réponde aux nombreux besoins de chaque communauté.

L'économie sociale prône le regroupement de personnes plutôt que d'actionnaires. De plus, elle vise la démocratisation du travail. C'est-à-dire que employés et usagers participent aux grandes orientations de la boîte. Les entreprises ne viseraient pas les profits, mais bien d'offrir des biens et services utiles à la collectivité et identifiés par celle-ci. Nombre des biens et services dont nous avons besoin sont d'ordre social. Pourtant les emplois valorisés socialement et économiquement sont, par exemple, la création de logiciels, la conception d'une nouvelle voiture pendant que le mouvement communautaire se débat afin d'offrir un service de qualité à des gens dans le besoin.

L'économie sociale cherche à répondre à des problématiques sociales en utilisant le chemin de l'économie et de la création d'emplois. Les gens qui défendent ce concept sont en faveur du partage du temps de travail, mais tout à fait allergique à la notion d'employabilité. Les programmes d'employabilité que le gouvernement nous propose ne sont pas des programmes de création d'emplois mais bien de faire travailler des gens pour qu'ils obtiennent leur chèque d'assurance-chômage ou de bien-être social en attendant de trouver un "vrai" emploi. Le problème c'est que les tâches qu'ils exécutent sont des vrais emplois qui devraient être rémunérés à leur juste valeur.

Actuellement, l'économie sociale n'est qu'un petit secteur de notre économie. Le mouvement communautaire y est d'ailleurs très présent. On pourrait espérer que toute notre économie soit un jour basée sur la volonté de chacun-e, et même des présidents d'entreprises, d'assurer à tous et toutes les individu-e-s de notre société des conditions de vie décentes, ainsi qu'un emploi rémunéré afin d'assurer un pouvoir d'achat minimal nous permettant à tous de bien vivre.

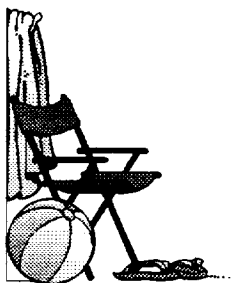
L'accompagnement ou le soutien pour les achats, la préservation de l'environnement, le secours humanitaire, etc., font tous partie du champ des biens et des services qui devraient être accessibles à tous et toutes et reconnus, selon l'économie sociale.

Évidemment, tout ceci n'est qu'un survol de l'économie sociale. Comme ce terme devient de plus en plus à la mode, vous pourrez placer quelques mots dans une discussion où le sujet viendrait sur le tapis.

La conclusion à laquelle est arrivée Lorraine Guay est la suivante: l'État ne doit pas seulement exercer ses responsabilités, mais en prendre de nouvelles. Il a le pouvoir de punir les entreprises qui font des profits en même temps que des mises à pied, il a le pouvoir d'éliminer les abris fiscaux, il peut changer les choses.

Michelle Hudon-David

UN ÉTÉ À LA FÉDÉRATION



Engagée sur un programme de travail d'été, notre travailleuse saisonnière nous transmet ici l'évaluation de son passage dans nos locaux.

Étudiante en relations internationales à l'UQAM, je me retrouve sur un programme défi pour la saison estivale. Merveilleuse occasion de découvrir un milieu qui m'avait toujours intrigué mais dans lequel je n'étais jamais allée voir si j'y étais. De l'extérieur, j'avoue avoir eu une certaine réticence à étudier ou à m'impliquer dans le milieu

féministe. Je pensais que ce réseau de femmes était trop exclusif. Ce domaine me paraissait clos. Je ne voyais pas la pertinence d'une catégorisation homme-femme. L'identification par le sexe ... le genre ... je ne l'ai jamais "pris personnel !".

Au printemps 96, j'ai été frappée par l'intervention télévisée de Françoise David donnée à l'occasion de la Vigile à Québec. Je m'étais réjoui d'entendre une critique articulée des politiques sociales actuelles et de voir mise en lumière une réalité de plus en plus importante au Québec : la pauvreté. Enfin on s'organise et on dénonce les vrais problèmes ! Enfin je perçois sur ce petit écran un signe de santé de société: de la critique!

Par un concours de circonstances, je me retrouve à la Fédération des femmes du Québec. La Fédération a déjà 30 ans. Dans un souci de réactualiser tous les dossiers importants pour en arriver à une nouvelle plate-forme politique, la FFQ me propose de plonger dans ses mémoires. Mon mandat pour l'été était de dégager les différentes prises de positions de la FFQ à travers les mémoires qu'elle a présentés depuis ses débuts (quatre-vingt-dix (90) mémoires sur une quinzaine de dossiers différents).

J'ai donc mis de côté mon mémoire de maîtrise afin de me plonger dans *la mémoire de la FFQ!* Je ne pouvais pas demander mieux comme introduction dans le milieu des femmes !

Mes premières appréhensions ? Je peux vous dire qu'elles ont été rabrouées rapidement ! "Le monde des femmes" n'est pas clos. J'ai découvert une partie d'un réseau qui prend ses racines dans le quotidien des femmes, dans le milieu communautaire. C'est un réseau qui tend toujours à créer de nouvelles solidarités avec d'autres organismes (mixtes inclus). C'est aussi un réseau critique qui ne laisse pas les gouvernements tranquilles ! La lutte pour garder les acquis sociaux et faire respecter les droits de la personne est une lutte qui touche chaque citoyen-ne de

notre société. La fermeture m'apparaît dès lors dans les préjugés, dans l'indifférence du sort des autres, dans les appréhensions sur lesquelles on s'arrête trop souvent. Endoctrinée ? Oui, certainement, surtout depuis que je sais que la FFQ se remet souvent en question et se pose elle-même beaucoup de questions. L'ambiance de travail humaine et dynamique a aussi contribué à me faire passer un agréable été "chez les femmes".

Je suis heureuse d'avoir contribué à la préparation de la nouvelle plate-forme politique qui permettra à la FFQ de réactualiser les dossiers vitaux de la société québécoise à l'approche du deuxième millénaire !

Flore-Anne Fortier

NOUVELLES EN VRAC

● La place de l'écriture au féminin

L'année 1996 est marquée par les célébrations du 15e anniversaire de la revue ARCADE, témoin incontournable de l'écriture des femmes. 15 ans de création et de parole de femmes. Une multitude d'activités, étalées sur l'année, a été orchestrée avec le concours de plusieurs organismes dont le Festival International de la Poésie (Trois-Rivières) du 4 au 13 octobre. ARCADE - unique revue francophone d'écriture au féminin en Amérique du Nord - met en évidence, de façon spectaculaire et sans précédent, l'apport des femmes dans le domaine des lettres, des arts et de la culture et écrit ainsi une nouvelle page d'histoire. Pour connaître la revue ARCADE, écrivez à l'adresse suivante: C.P. 397, succursale Outremont, Montréal (Québec) H2V 4N1.

● Octobre 1996 : le mois de l'histoire des femmes

En 1992, le gouvernement fédéral lançait le Mois

de l'histoire des femmes. Cette année le thème retenu est "**Les femmes et les arts : un héritage culturel**" afin de souligner "la nécessité de reconnaître et de valoriser le point de vue des femmes et leurs réalisations créatrices en tant que partie intégrante de l'histoire et de l'identité canadiennes". Pour aider les organismes qui voudraient prévoir des activités sur ce thème, Condition féminine Canada a préparé des documents d'information tels un article de nature générale, des suggestions de lectures et de vidéos, un signet et un jeu-questionnaire. Pour les obtenir, il faut communiquer avec Condition féminine Canada au 360, rue Albert, 7e étage, Ottawa (Ontario) K1A 1C3, ou par téléphone : (613) 995-7835.

● Invitation à rejoindre le RÉSEAU des lesbiennes du Québec

Lors des États généraux de la communauté lesbienne et gaie du Québec en mars dernier, une trentaine de lesbiennes ont décidé de mettre sur pied un regroupement provincial de lesbiennes. Le but du Réseau est de regrouper les lesbiennes et de promouvoir et défendre les droits, les intérêts, la diversité et la culture des lesbiennes. Le congrès de fondation du Réseau se tiendra les 7 et 8 décembre 1996 à Montréal. Pour de plus amples renseignements ou pour vous joindre au comité provisoire qui organise ce congrès, veuillez laisser vos messages au (514) 731-6083. Vous pouvez aussi faire parvenir un don qui servira à préparer le congrès de fondation à l'adresse suivante: Réseau des lesbiennes du Québec, Casier postal 476, Succursale "C", Montréal (Québec) H2L 4K4.

● DATE DE TOMBÉE DU FÉMINISME EN BREF

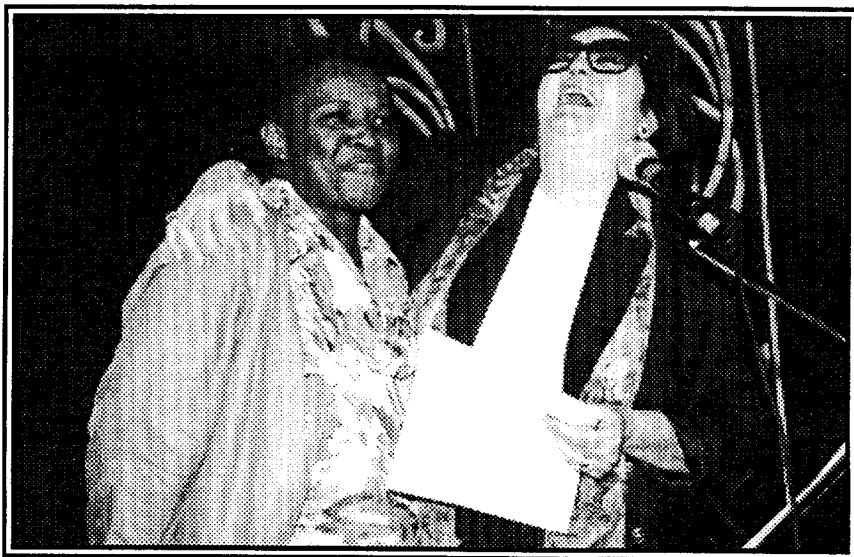
Vous avez des commentaires sur des sujets d'actualité, des petites annonces, des suggestions? Vous avez jusqu'au 11 novembre prochain pour faire parvenir vos textes à la FFQ.

PHOTOS SOUVENIR DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FTQ



Ariane Émond, animatrice

Chantal Boudreau, présidente du Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victime de violence conjugale, reçoit le prix Idola Saint-Jean 1996



Myra Cree et Vivian Barbot, marraines de la FTQ